

«ON PEUT IMAGINER QUE SARKOZY SERA BON COMME PRÉSIDENT DU G20»

Hubert Vedrine

«On peut imaginer que Sarkozy sera bon comme président du G20»

La France est-elle isolée sur la scène internationale? Non, parce que la scène internationale, ça ne veut rien dire. Ça dépend de quel point de vue on se place. Le monde n'est pas unifié. On sait bien que les Asiatiques s'en fichent de tout ça, comme une grande partie du monde. Le bras de fer entre Paris et la Commission européenne a tout de même fait couler beaucoup d'encre... La politique du gouvernement français par rapport aux Roms a beaucoup choqué en Europe, même s'il y a beaucoup d'hypocrisie dans les réactions et les propos absurdes et inqualifiables comme ceux de Madame Reding [la commissaire à la Justice, ndlr]. Tout le monde a bien compris qu'il s'agissait de provocations purement électorales. C'est une instrumentalisation délibérée. Dans quel but? Le président essaie de récupérer des voix du Front national avant 2012 parce qu'il a peur du premier tour. Il a cru que c'était aussi l'occasion pour lui de démontrer que la gauche est angélique et incapable sur ces questions de sécurité. Je ne sais pas si le premier calcul va fonctionner mais le second n'a pas fonctionné car la gauche a été prudente. Quelles peuvent être les conséquences de cette politique sur son image? Ce n'est pas bon pour lui, même s'il a des capacités de rebond multiples. Pour l'image de la France, je ne pense pas que ça change grand chose car la France en a vu d'autres. L'image de la France, ce n'est pas que l'image de son président. Mais c'est gênant pour le président parce qu'il a besoin de tous ses atouts au moment où il va prendre la présidence du G20, qui est importante pour la France et qui est importante pour lui. Nicolas Sarkozy n'est resté qu'une seule journée à New York à l'occasion du sommet de l'ONU et a rencontré seulement deux chefs d'Etat, dont le roi du Maroc. Cela traduit-il une certaine fragilité? Ça n'a aucune importance. L'Assemblée générale [de l'ONU] dure huit jours, les chefs d'Etat vont et viennent. Souvent, ça ne sert absolument à rien. Tout ça, c'est du cinéma. En revanche, il a fait une vraie boulette en affirmant quelque chose qu'Angela Merkel a immédiatement démenti [sur les Roms, ndlr]. Il est évident que la relation franco-allemande ne fonctionne pas bien. Selon l'Elysée, Nicolas Sarkozy aurait d'ailleurs proposé à Angela Merkel lundi à New York de gérer certains des dossiers prioritaires du G20... Dans le G20, les Européens auront plus d'influence s'ils sont d'accord entre eux. Or, cela commence par un accord France-Allemagne. Que l'Allemagne pilote des choses, cela va donc de soi. Mais le problème, c'est que ça affaiblit un peu la démarche si on donne l'impression que c'est une sorte de rattrapage après un incident. Mais ça va se gommer un peu avec le temps. Quels sont les enjeux de cette présidence du G20? Ils sont à la fois importants et difficiles à cerner. Le G20 est un groupe informel. Il n'y a pas de moyens sûrs de vérifier qu'on a atteint les objectifs. Ça se joue en termes de crédibilité politique, de jugement mutuel, d'ambiance. On ne peut pas évaluer ça de façon technique. La présidence du G20 sera jugée comme bonne si les partenaires du G20 disent que la présidence française a été bonne, efficace, utile. Il faut voir ensuite ce qui convainc ou pas les opinions publiques mais on ne peut pas le savoir à l'avance. Quelles sont les conditions d'un succès pour Nicolas Sarkozy? On peut imaginer que dans cet exercice, il sera bon. Il a été bon quand il présidait l'Union européenne en 2008. Il aura l'énergie, l'inventivité, etc. Je ne pense pas que son image soit trop atteinte et que ça puisse l'empêcher de mener cette présidence à bien. En même temps, c'est très compliqué, parce que les objectifs sont très ambitieux. Mais il peut tout à fait aboutir à ce qu'on dise qu'il a fait la meilleure présidence possible. Le chef de l'Etat a relancé lundi l'idée d'une taxe sur les transactions financières. Qu'en pensez-vous? C'est une très bonne idée française, ancienne, plutôt de gauche. Je suis très content que Sarkozy reprenne ce thème. C'est de meilleure inspiration que les sujets qu'il a mis en avant ces dernières semaines. Pour un président français, c'est presque impossible de ne pas fixer cet objectif. Mais peut-elle être vraiment mise en place? Ça consiste à affronter des obstacles géants. La dérégulation a dominé l'histoire économique depuis trente ans. Le système financier mondial a réussi à faire sauter à peu près toutes les règles de précaution, tous les contrôles. Il est extrêmement difficile de faire rentrer le génie dans la bouteille. Sa réalisation suppose un bras de fer géantissime et je ne sais pas du tout s'il peut obtenir quoi que ce soit. Certains voient dans le G20 une gouvernance «excluante». Qu'en pensez-vous? C'est une critique purement formelle et théorique qui part d'une vision complètement abstraite du monde. Si ce n'est pas débattu dans le G20, ça ne sera évidemment pas débattu aux Nations unies. C'est une illusion de professeur de droit international, ça n'existe pas. Si ce n'est pas le G20, ça sera les Etats-Unis tous seuls ou bien le G2, Etats-Unis et Chine. Les membres actuels du G20 représentent 85% du PNB mondial. Il y a une représentativité gigantesque. Alors évidemment, il n'y a pas le Mali, le Pérou ou le Laos... Nicolas Sarkozy a dit lundi que la France était le deuxième donneur mondial d'aide publique au développement. Mais ces chiffres recouvrent essentiellement des remboursements de dette et non une aide réelle... Vous croyez que les autres ne font pas pareil? Le monde s'est développé depuis dix ou quinze ans. Entre 300 ou 400 millions de paysans pauvres sont sortis de l'extrême pauvreté. Ils n'en sont pas sortis grâce à l'aide mais parce que leur pays, notamment la Chine et l'Inde se sont développés. D'un côté des gens, il y a des gens qui débattent de la situation économique mondiale et de l'autre, des réunions de l'ONU, où il n'y a aucun économiste, qui parlent de l'aide au développement comme si c'était la panacée. La meilleure réponse à la pauvreté, c'est l'enrichissement et non l'aide. On accorde une importance exagérée à l'aide publique au développement, sans la relier à la croissance économique. Le sommet de l'ONU sur les «Objectifs du millénaire» (OMD) est donc inutile? Il faut bien que l'ONU se fixe des rendez-vous. Personnellement, je n'ai jamais encouragé l'opinion à prendre ça au pied de la lettre. J'étais ministre à l'époque où les OMD ont été lancés, en 2000, et j'avais dit que c'était une lettre au Père Noël. C'est bien que ce rendez-vous oblige les pays à vérifier leurs chiffres, à faire des efforts, etc. Mais ce n'est pas ça qui fait que tel pays se développe et que d'autres stagnent. C'est un rendez-vous utile mais ça ne règle pas les problèmes. Marianne Enault - leJDD.fr Mardi 21 Septembre 2010



Source:<https://www.hubertvedrine.net>

Homepage > Publications > «On peut imaginer que Sarkozy sera bon comme président du G20»



21/09/2010